

Le débat sur la conscription est relancé

ARMÉE Réintroduction du service militaire obligatoire, prolongation de sa durée ou renforcement des unités de réservistes: différentes options sont à l'étude pour mieux réagir face aux menaces. Les pays baltes et nordiques ont une longueur d'avance

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Déclenchée en février 2022, la guerre en Ukraine a poussé les Etats membres de l'OTAN à s'engager à consacrer 5% de leur PIB aux dépenses militaires et sécuritaires d'ici à 2035. Les pays européens cherchent à augmenter les cadences de production de matériels de pointe, investir dans les drones, mieux se prémunir contre les cyberattaques ou encore doper les capacités des renseignements. Mais d'autres changements se profilent. C'est notamment le cas au niveau des services militaires. «L'Europe se réarme et doit aujourd'hui combler le fait d'avoir considérablement réduit les effectifs militaires après la Guerre froide. Les soldats doivent être plus facilement mobilisables et prêts», commente un diplomate basé à Bruxelles.

Selon le groupe de réflexion Bruegel et l'Institut de Kiel, l'Europe aurait besoin de 300 000 soldats supplémentaires pour se défendre, en plus du 1,47 million de militaires actifs actuels, y compris ceux du Royaume-Uni. Par le biais, notamment, de la réintroduction d'un service militaire obligatoire? Cela ne va pas de soi. «Même si la conscription peut contribuer à résoudre les problèmes liés au recrutement militaire, dans de nombreux pays, elle est socialement et politiquement controversée au point de renforcer la polarisation, de provoquer des réactions négatives ou des troubles sociaux et politiques, et compromettre les avantages plus larges en matière de sécurité qui pourraient en être tirés», rappelait récemment Linda Slapakova, chercheuse à RAND Europe, à Euronews. Autre obstacle: les coûts

Une question d'entraînement

Pour Alexandr Burilkov, directeur adjoint de la recherche au Centre GeoTech de GLOBSEC, par ailleurs coauteur de l'étude soulignant que 300 000 soldats supplémentaires seraient nécessaires, veiller à la croissance des unités de réservistes est plus important. «Certaines armées européennes – la Bundeswehr en est un exemple notoire – connaissent de sérieux problèmes de rotation, avec 30% de leurs soldats quittant leurs rangs en moins d'un an. Résoudre le problème du recrutement et de la fidélisation des soldats professionnels, ainsi que l'augmentation des effectifs et de la formation des réservistes, est une question encore plus cruciale que la conscription», estime-t-il.

«Du point de vue de la guerre moderne, les conscrits n'ont qu'une utilité limitée»

ALEXANDR BURILKOV, DIRECTEUR ADJOINT DE LA RECHERCHE A GLOBSEC

Il rappelle que l'Ukraine a largement recours aux conscrits pour égaler les effectifs russes, tandis que la Russie ne les utilise pas en Ukraine même, «bien qu'ils aient participé aux combats dans l'oblast de Koursk». «Le fait est que, du point de vue de la guerre moderne, les conscrits n'ont qu'une utilité limitée, car ils n'ont pas le niveau de formation des



Un exercice d'évacuation dans le cadre du projet «Vacances avec l'armée», dans un champ de tir militaire à la périphérie de Varsovie, en Pologne, le 22 juillet 2025. (WOJTEK RADWANSKI/AFP)

soldats professionnels ou des réservistes. L'entraînement fait vraiment la différence: par exemple, les unités de conscrits ukrainiennes, avec un entraînement limité à quelques semaines, subissent généralement plus de 50% de pertes dans les vingt-quatre heures suivant leur arrivée au front», commente-t-il au *Temps*.

Compter sur les réservistes

Les réservistes sont bien meilleurs, car ils peuvent mettre à profit leur expérience, dit-il. «D'ailleurs, certaines des unités russes les plus efficaces sont les unités BARS (Boevoy Armeisky Reserv Strany, Force de combat nationale de réserve). Les réservistes ont cependant besoin d'un entraînement régulier pour atteindre ce niveau. Le seul domaine où les conscrits peuvent être utiles est celui des activités à l'arrière, comme l'administration, la logistique, la mobilité militaire, etc., où leur manque de formation et d'expérience ne les fera pas mourir en grand nombre.»

Actuellement, seuls Chypre, la Grèce, la Turquie, l'Autriche, le Danemark, l'Estonie, la Finlande et la Norvège n'ont jamais suspendu la conscription. Et la Suisse, bien sûr. Tour d'horizon de ce qui se trame en Europe, entre réintroduction de la conscription motivée par la menace russe, allongement de la durée du service militaire, consolidation de la réserve ou encouragement du volontariat.

1 Les pays baltes

Directement visés par les menaces hybrides russes, ils sont aux avant-postes et font partie des pays qui ont le plus augmenté leur budget de défense. L'Estonie a non seulement un service mili-

taire obligatoire depuis que le pays a retrouvé son indépendance en 1991, mais également une puissante organisation paramilitaire basée sur le volontariat, dont les origines remontent à 1918: Kaitsehit ou La Ligue de défense. Cette ligue, intégrée aux Forces de défense estoniennes, a connu une très forte augmentation de ses membres depuis l'annexion de la Crimée en 2014 et encore plus depuis le début de l'invasion russe en Ukraine.

La Lituanie, elle, a réintroduit son service militaire en mars 2015. Depuis 2022, les périodes d'entraînement ont été allongées. A la fin du service, les conscrits sont basculés dans la réserve pour dix ans, mais cette période devrait être portée à quinze ans en 2026. C'est en Lettonie que le changement est le plus récent: le pays a réintroduit le service obligatoire en juillet 2024, près de vingt ans après l'avoir aboli. Avec un objectif: atteindre 7500 conscrits par an d'ici à 2027. Dans aucun de ces trois pays, le service militaire n'est obligatoire pour les femmes.

2 Les pays nordiques

Au Danemark, le service militaire, qui s'effectue sur la base d'un tirage au sort, devrait passer de quatre à onze mois dès 2026. Surtout, il deviendra obligatoire pour les femmes. Mais toujours avec le système de tirage au sort. Ce qui le rend en quelque sorte... semi-obligatoire. Près de 75% des appelés sont dans les faits des volontaires. En Norvège, environ 9000 conscrits sont mobilisés chaque année et le gouvernement envisage une augmentation progressive jusqu'à 13 500 conscrits annuels d'ici à 2036. Les femmes sont déjà contraintes depuis 2015 d'effectuer un service militaire de

douze mois, au nom de l'égalité des sexes. C'est le premier pays membre de l'OTAN à l'avoir imposé.

En Suède, qui a réintroduit la conscription en 2017, sept ans après sa suspension, les femmes sont aussi enrôlées. Le pays compte doubler le nombre de conscrits d'ici à 2030, pour passer de 5000 à 10 000 par an, et réfléchit à élargir le service militaire à toutes les classes d'âge. Une «conscription obligatoire sélective» prévaut: les candidats sont sélectionnés en fonction de leurs qualifications et motivations. Le gouvernement suédois a également étendu le service civil obligatoire dans des secteurs critiques.

En Finlande, le service militaire est obligatoire pour les hommes mais il se fait encore sur une base volontaire pour les femmes. Il dure six, neuf ou douze mois, selon les spécialités. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, la formation de réserve a été renforcée. La Finlande a notamment fait l'objet de fortes pressions migratoires orchestrées par Moscou et a dû fermer certains passages de sa frontière avec la Russie.

3 Et ailleurs

La Belgique a abandonné la conscription en 1994, les Pays-Bas en 1997, l'Espagne en 2001, la République tchèque, la Hongrie et le Portugal en 2004, l'Italie en 2005, la Roumanie en 2006 et la Bulgarie en 2007. En Europe, la conscription, à l'exception des services volontaires, a disparu en raison de l'adhésion généralisée à l'OTAN et de la priorité donnée aux forces entièrement professionnelles. «Cette tendance correspondait à l'évolution post-Guerre froide vers une guerre expéditionnaire de faible inten-

sité – pensez à l'Afghanistan –, qui ne nécessite pas de grands effectifs», souligne Alexandr Burilkov. «Mais le débat sur la conscription a été relancé car la guerre moderne entre pairs requiert des effectifs massifs pour tenir les lignes de front et compenser les inévitables lourdes pertes subies par chaque camp. Les deux camps en Ukraine comptent plus de 700 000 soldats sur le champ de bataille», rappelle-t-il.

En termes d'effectifs, c'est en Pologne que la croissance militaire est la plus rapide

La Bulgarie a décidé de réintroduire un service militaire en 2020. La Roumanie est prête à franchir le pas, tout comme la Croatie. Aux Pays-Bas, un sondage réalisé début 2025 révèle que 58% de la population serait favorable à la réintroduction d'une forme de service obligatoire. Mais plus de la moitié des personnes éligibles déclarent qu'elles chercheraient à l'éviter. Le pays a réintroduit un service militaire volontaire en 2023. La Belgique étudie un tel scénario pour 2026. Le ministre de la Défense Theo Francken a récemment lancé l'idée et précisé que les jeunes Belges devraient prochainement recevoir un courrier les invitant à rejoindre la Défense pendant un an.

Quid du Royaume-Uni, de la France ou encore de l'Allemagne? «Ces trois pays rencontrent des difficultés de recrutement pour

leurs forces armées», confirme Beatrice Heuser, professeure émérite à la Brussels School of Governance. «Mais aucun n'ose réellement évoquer une relance du service militaire, ce qui témoigne de la pacification de nos sociétés.» L'Allemagne s'apprête toutefois à adopter la méthode française d'inscription de tous les jeunes en vue d'une éventuelle mobilisation, rappelle-t-elle. Une allusion à la Journée défense et citoyenneté, obligatoire en France pour les jeunes entre 16 et 18 ans, qui est axée sur la sensibilisation à la défense nationale, la citoyenneté et les droits et devoirs. Le gouvernement Merz évoque un «nouveau service militaire attrayant, basé initialement sur le volontariat», alors que la conscription obligatoire introduite en 1956 a été abolie en 2011.

La France dispose d'une armée professionnelle de 205 000 hommes (40 000 réservistes s'ajoutent à ces forces actives) et l'Allemagne de 182 000 (+33 000 réservistes). En termes d'effectifs, la Pologne talonne la France, alors qu'elle n'a que 37 millions d'habitants (contre 68 millions pour la France). C'est dans ce pays que la croissance militaire est la plus rapide. La Pologne a suspendu la conscription en 2009, mais a mis en place une formation militaire de base d'un mois, suivie de possibles formations spécialisées de onze mois supplémentaires. Elle vient de lancer un programme «Train & Defend», qui vise à bâtir une réserve solide.

Le premier ministre polonais, Donald Tusk, ne cache pas avoir pour objectif de mettre sur pied une armée de 500 000 hommes et devenir la plus grande armée terrestre de l'UE. ■